

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 07/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société des Carrières de La Menudelle**

B.P. 80011  
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références :D-00893-2024/LRAR N°1A 214 145 3398 4  
SPR/1432-2024  
Code AIOT : 0006401327

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE LA MENUDELLE implanté lieu-dit LA MENUDELLE BP 80011 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES DE LA MENUDELLE
- lieu-dit LA MENUDELLE BP 80011 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006401327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières de la Ménudelle, dont le siège social est situé 7 RUE AUGUSTE MAQUET 75016 PARIS, est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " la Ménudelle" sur la commune de Saint Martin de Crau (13 310). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004-83 C du 18 janvier 2005, modifié notamment par l'APC n°2012-41C du 30 janvier 2012 et l'APC n°2022-286-PC du 27 janvier 2023.

## **Thèmes de l'inspection : contrôle inopiné déchets**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	critères d'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
2	refus d'admission	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs de l'environnement ont constaté deux non-conformités au cours de cette visite, relatives aux déchets réceptionnés dans le cadre de la remise en état de la carrière. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Critères d'acceptation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, critères d'acceptation des déchets	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
ANNEXE II : Critères à respecter pour l'admission de terres issues d'un processus de décontamination :	
1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :	
Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.	
PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2

Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	2 400
Fluorure	10
Sulfate (1)	3 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs de 800 mg/kg en chlorure et 1 000 mg/kg en sulfate, soit le seuil de 4 000 mg/kg pour la fraction soluble. (2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local. (3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)

BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur de 50 000mg/kg est admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

#### Constats :

**Constat le 25/10/2023** : L'inspection des installations classées a effectué, le 25 octobre 2023, un contrôle inopiné de la qualité des déchets utilisés pour le remblaiement de la carrière, accompagné d'un laboratoire spécialisé qui a effectué les prélèvements, puis les analyses des échantillons.

10 échantillons ont été prélevés le jour du contrôle, au niveau des terres issues d'un processus de décontamination, placées en fond du casier de stockage. Ces prélèvements ont été répartis de la façon suivantes :

- 3 prélèvements, dénommés E1, E2 et E5, ont été effectués sur les déchets apportés récemment et non encore régaliés ni compactés ;
- 1 prélèvement, dénommé E3, a été effectué directement sur les déchets apportés par camion le jour même de l'inspection (déchets apportés par la société OGD à 10h30, par le camion immatriculé EA-206-BC) ;
- 6 prélèvements, dénommés E4, E6 à E10, effectués sur les déchets apportés sur la période juin 2023 / octobre 2023.

Un double de chaque échantillon a été remis à l'exploitant à l'issue du contrôle.

Le laboratoire a établi un rapport à la suite de ce contrôle, référencé n°2023S82-V1 en date du 30 novembre 2023. Ce rapport mentionne que, parmi les 10 échantillons prélevés sur la zone en cours de remblaiement, 8 présentent des non-conformités par rapport aux seuils définis dans l'arrêté préfectoral n°2022-286-PC, en date du 27 janvier 2023 :

- l'échantillon E6 est non-conforme sur les analyses physico-chimiques avec une concentration en plomb sur éluât de 0,62 mg/kg (pour un seuil à 0,5 mg/kg) ;
- les échantillons E1, E2, E3, E5 et E7 sont jugés non-conformes, sur les analyses physico-chimiques avec un dépassement simultané en sulfates (respectivement, 3 350 / 7 500 / 3 050 / 4 840 / 10 400 mg/kg pour un seuil à 3 000 mg/kg) et de la fraction soluble (respectivement, 4 390 / 10 400 / 4 960 / 6 900 / 40 000 mg/Kg pour un seuil à 4 000 mg/Kg lorsque la teneur en sulfates dépasse 3 000mg/kg) ;
- les échantillons E8 et E9 sont jugés non-conformes sur les analyses physico-chimiques avec une concentration respective en hydrocarbures de 1 350 et 610 mg/kg (pour un seuil à 500 mg/kg).

Ainsi, par rapport du 21/12/2023, l'inspection a proposé à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les critères d'acceptation des déchets externes accueillis pour le remblaiement du site, fixés par l'article 2 de l'arrêté du 27 janvier 2023 pour les terres issues d'un processus de décontamination.

Afin de démontrer le respect des dispositions de la mise en demeure, le projet d'arrêté demandait à l'exploitant de transmettre un descriptif des actions correctives et préventives mises en place, afin de s'assurer du respect des valeurs limites applicables aux terres issues d'un processus de décontamination. En outre, ce plan d'actions devait comprendre, d'une part, une analyse des dysfonctionnements ayant conduit à recevoir des déchets non-conformes et, d'autre part, des mesures visant à renforcer la procédure d'acceptation préalable (exemples : renforcement des fréquences d'échantillonnage pour caractériser les déchets avant apport sur site, contrôles in situ réguliers de la conformité des déchets réceptionnés,...). Les actions correctives et préventives idoines devaient être intégrées dans une mise à jour de sa procédure d'acceptation préalable. [...]

**Constat le 21/10/2024 :** par courriel du 26 janvier 2024, l'exploitant a transmis une mise à jour de sa procédure d'acceptation préalable des déchets extérieurs accueillis sur site. Cette mise à jour intègre de nouvelles dispositions visant à renforcer le contrôle des déchets entrants, avec notamment la mise en place d'un auto-contrôle au minimum mensuel.

Par conséquent, monsieur le Préfet a indiqué à la société SCLM, par courrier du 29 février 2024, que ces nouveaux éléments répondent de fait aux dispositions du projet d'arrêté de mise en demeure précité, proposé à la suite de l'inspection du 25 octobre 2023. A travers ce courrier, monsieur le Préfet a également :

- pris acte des actions entreprises, en vue d'assurer le respect des critères d'acceptation imposés par l'arrêté du 27 janvier 2023 ;
- indiqué que l'efficacité des mesures complémentaires engagées sera vérifiée au cours de l'année, dans le cadre d'un nouveau contrôle inopiné de la DREAL ;
- demandé d'identifier précisément sur le terrain les zones remblayées à compter de la réception de ce courrier.

\*\*\*

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a effectué, le 21 octobre 2024, un nouveau contrôle inopiné de la qualité des déchets utilisés pour le remblaiement de la carrière, accompagné d'un laboratoire spécialisé qui a effectué les prélèvements, puis les analyses des échantillons.

10 échantillons ont été prélevés le jour du contrôle, au niveau des terres stockées au sein des casiers. Ces prélèvements ont été effectués sur les terres apportées depuis début 2024 et réparties sur deux secteurs :

- 5 prélèvements, dénommés KPM1 à 5, ont été effectués sur les déchets régaliés et compactés sur un premier casier dont le remplissage est achevé ;
- 5 prélèvements, dénommés KPM6 à 10, ont été effectués sur les déchets stockés au sein d'un nouveau casier en cours de remplissage.

Un double de chaque échantillon a été remis à l'exploitant à l'issue du contrôle.

Le laboratoire a établi un rapport à la suite de ce contrôle, référencé KASE.24.0325 - version N°2 en date du 25 novembre 2024. Ce rapport mentionne que, parmi les 10 échantillons prélevés sur la zone en cours de remblaiement, 2 présentent des non-conformités par rapport aux seuils définis

dans l'arrêté préfectoral n°2022-286-PC, en date du 27 janvier 2023 :

- l'échantillon KPM8 est considéré comme non inerte en raison des dépassements en plomb, fraction soluble et sulfates. Cependant, une analyse par percolation a été réalisée par le laboratoire, afin de vérifier la compatibilité de cet échantillon après test de percolation (condition de l'AM du 12/12/2014). Les résultats de cette analyse de percolation (NF CEN/TS 14405), indiquent que l'échantillon KPM8 peut être acceptable sur les paramètres sulfates et fraction solubles. Seule la valeur en plomb lixivié décline encore cet échantillon (concentration de 0,636 mg/kg mesurée pour un seuil de l'arrêté de 0,5 mg/kg) ;
- l'échantillon KPM4 peut également être considéré comme non inerte (concentration de 0,53 mg/kg mesurée pour un seuil de l'arrêté de 0,5 mg/kg).

Par ailleurs, le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des auto-contrôles mensuels effectués depuis le début de l'année 2024 : la société SCLM indique que ces contrôles ont fait apparaître des non-conformités lors des analyses effectuées en juin 2024 (rapport d'analyse n°14107119 du 02/07/2024), pour les paramètres plomb (14mg/kg pour limite à 0,5 mg/kg) et COT sur matière sèche (34000 mg/kg pour une limite à 30000mg/kg). A la suite de ce contrôle, l'exploitant a indiqué avoir mené les actions suivantes :

- l'évacuation de 2 semis de déchets dits « K3+ », les déchets évacués ayant été localisés d'après les indications du personnel de carrière. Ces évacuations ont été tracées sur le registre des refus à la date du 17/07/2024 ;
- des analyses complémentaires ont été menées par l'apporteur des déchets, en périphérie de la zone concernée (rapport n°14113428 en date du 09/07/2024). Ces analyses montrent une conformité aux seuils d'acceptation, à l'exception d'un prélèvement qui dépasse la valeur limite en plomb (1,5 mg/kg pour une limite à 0,5 mg/kg).

Toutefois, l'exploitant ne dispose pas d'une méthodologie formalisée, décrivant les investigations et mesures à prendre en cas de détection, après enfouissement, de déchets ne respectant pas les critères d'acceptation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit sous 1 mois :

- mener des investigations auprès des producteurs de déchets « dits K3+ », afin d'identifier les dysfonctionnements ayant conduit à la réception de déchets non-conformes malgré la procédure d'acceptation préalable mise en place ;
- définir une procédure de traitement des non-conformités, liées à la détection après enfouissement de déchets ne respectant pas les critères d'acceptation ;
- mettre en place une organisation lui permettant de repérer et circonscrire une zone ayant réceptionné des déchets non conformes, découverts a posteriori dans le cadre de son auto-contrôle, d'un contrôle inopiné de l'administration ou autre (cf également PdC n°2 ci-après).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : refus d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, refus d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus : <ul style="list-style-type: none"><li>• les caractéristiques et les quantités de déchets refusés ;</li><li>• l'origine des déchets ;</li><li>• le motif de refus d'admission ;</li><li>• le nom et les coordonnées du producteur.</li></ul> L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont répertoriés la date de réception, la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets, le cas échéant le motif de refus d'admission et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection relève que la procédure PE 10 version 6 du 25/01/2024 est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 30/01/2012 et prévoit :  <b><u>8. REFUS D'ADMISSION</u></b>  En cas de refus de déchets classe 3 et 3+, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les caractéristiques et les quantités de déchets refusés ;</li><li>- L'origine des déchets ;</li><li>- Le motif de refus d'admission ;</li><li>- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li><li>- Le libellé ainsi que le code CED à six chiffres des déchets.</li></ul> Le jour de la visite, l'exploitant présente le registre des refus qui mentionne, pour l'année 2024, 3 apports refusés les 2, 4 et 17 juillet 2024. Toutefois, ces refus n'ont pas fait l'objet d'une information du Préfet dans les 48h.  Par ailleurs, l'exploitant présente le plan topographique « DE 36 version 3 » permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pour l'année 2023. L'inspection relève que le zonage est peu précis car : <ul style="list-style-type: none"><li>• une seule zone a été définie sur le plan pour les 20 728 tonnes de déchets dits « K3 + » et une seule zone a été définie pour les 9 145 tonnes de déchets dits « K3 », pour la totalité des apports de déchets réceptionnés au cours de l'année 2023 ;</li><li>• le plan ne comporte pas d'échelle ; toutefois, chaque zone fait manifestement plusieurs milliers de mètres carrés.</li></ul> Ainsi, la maille retenue par l'exploitant ne permet pas de localiser précisément les apports de déchets.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, dès réception du présent rapport, veiller à notifier au Préfet tout refus au plus sous 48h.

Il est également demandé à l'exploitant de définir, sous 1 mois, un maillage plus précis, permettant de mieux localiser les chargements de déchets inertes réceptionnés en vue, le cas échéant, de permettre une intervention a posteriori.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois